



Monsieur Michel DAERDEN
Ministre des Transports
rue de la Loi, 65

1040 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.093/II/PF
RC/SH

Monsieur le Ministre,

En sa séance du 4 mars 1999, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée par un particulier francophone de Fourons, parce qu'il a reçu de la société "Autoveiligheid" à Heers, une convocation en néerlandais lui demandant de présenter son véhicule au contrôle technique de Heers, alors que son adresse sur la convocation était libellée en français.

*
* *

Des renseignements complémentaires vous ont été demandés par lettre du 16 septembre 1997. En date du 8 janvier 1998, vous m'avez fait savoir ce qui suit :

"Tenant compte de l'article 61, §§3 et 4, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC) et sur la base de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation, je puis vous signaler que la station de Heers ne peut (dans les deux sens du terme) délivrer que des documents établis en néerlandais. Dans cet ordre d'idées, je tiens à vous signaler que les organismes agréés constituent des entreprises privées, fussent-elles chargées d'un service public.

Quant à l'affaire sous examen, je tiens à attirer votre attention sur le fait que les Fouronnais concernés peuvent – sur simple demande – faire transférer leur dossier à l'organisme "Autosécurité" dont la langue véhiculaire est le français. Ce choix est prévu par la réglementation en la matière, à savoir, dans les explications jointes à l'article 23 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles

doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques.

La commune de Fourons relève du champ d'activité de la station de la "NV Autoveiligheid" de Heers qui s'étend aux communes de Borgloon, Fourons, Gingelom, Heers, Herstappe, Riemst, Tongres et Voeren.

Les convocations à l'inspection automobile émanent des organismes eux-mêmes et concernent les usagers de leur circonscription tel que prévu à l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation.

L'organisme "Autoveiligheid" est unilingue néerlandais, son champ d'activité étant intégralement situé en Flandre, même si, dans la partie couvrant la commune de Fourons, des facilités sont prévues pour les francophones. L'organisme convoque tous les usagers de véhicules de sa circonscription au moyen de convocations établies dans sa langue véhiculaire, à savoir, le néerlandais. Les organismes bilingues, comme par exemple ceux de Bruxelles (français-néerlandais) ou de Verviers (français-allemand), convoquent les usagers dans la langue de leur certificat d'immatriculation."

* *

*

Dans le cadre de la mission dont elles sont chargées par les autorités, les stations d'inspection automobile tombent sous l'application de l'article 1^{er}, §1^{er}, 2^o, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC), (cf. avis 3.794 du 7 février 1974).

La station de Heers est un service régional au sens de l'article 34, §1^{er}, alinéa 4, des LLC, et doit utiliser dans ses rapports avec un particulier la langue imposée en la matière aux services locaux de la commune où l'intéressé habite.

En application de l'article 12, alinéa 3, des lois précitées, cette station d'inspection automobile doit utiliser le français avec un particulier francophone d'une commune de la frontière linguistique.

Selon l'avis de la CPCL du 4 décembre 1988 (avis 13.284), il convient de tenir compte des champs d'activité des bureaux pour déterminer la langue dans laquelle il faut envoyer une convocation donnée.

Toujours selon cet avis, les convocations, en ce qui concerne les différentes communes de la frontière linguistique et conformément à la langue du certificat d'immatriculation, sont envoyées aux usagers par un bureau tenu d'employer comme langue de service la langue du certificat en cause. Les usagers sont convoqués dans la station la plus proche du régime linguistique correspondant à la langue du certificat d'immatriculation ("autosécurité" à Verviers).

La CPCL estime en conséquence que la plainte est recevable et fondée, pour autant que le

certificat d'immatriculation de l'intéressé soit rédigé en français ou que l'intéressé ait manifesté le désir de recevoir une convocation en français.

Le présent avis est envoyé à l'"Autoveiligheid" de Heers, ainsi qu'au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS